

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-paramilitaires-demobilises-restent-actifs-alerte-le-CICR>

Victimes et paramilitaires

Les paramilitaires « démobilisés » restent actifs, alerte le CICR

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mardi 27 avril 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le rapport du CICR signale le manque d'intérêt pour les victimes du conflit armé colombien, qualifie « de crimes les plus inquiétants » les exécutions extrajudiciaires de l'armée et dit que les FARC se sont renforcées.

Le manque d'intérêt pour les victimes du conflit armé et la poursuite du paramilitarisme en Colombie ont été dénoncés par le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) dans son rapport annuel présenté hier. Le gouvernement a repoussé les mises au point de la délégation internationale qui de plus a alerté sur le renforcement du groupe de guerilleros des FARC. Selon le document, le groupe rebelle « s'adapte de façon dynamique et a de nouveau la capacité de continuer à être un acteur important dans le conflit colombien ». Cela « personne ne le croit », fut la réponse du Haut Commissaire pour la paix, Frank Pearl.

Dans une conférence de presse, le chef de la délégation en Colombie du CICR, Christophe Beney, a expliqué qu'au cours de 2009 l'organisme a enregistré 800 violations du Droit international Humanitaire dans ce pays, dans les zones rurales « le conflit a une plus grande intensité ». Les crimes vont depuis des menaces pour abandonner les maisons, jusqu'à des disparitions, des assassinats et des violations sexuelles. « Plus inquiétant », comme a déclaré Beney, ce sont les exécutions extrajudiciaires-hors la loi- commises par des membres de l'armée colombienne qui ont assassiné des civils pour les présenter comme guérilleros « morts lors d'un combat », pour ainsi en tirer des bénéfices comme de l'argent, des jours de repos ou une progression dans l'institution militaire. C'était l'un des sujets les plus polémiques de la politique de sécurité démocratique du président Uribe.

Après les plaintes du CICR, le Haut Commissaire pour la Paix a déclaré que « le rapport est une chose, mais la réalité en dit une autre. La Colombie est aujourd'hui un pays beaucoup plus sûr qu'il y a huit ans. Personne ne doute de cela ». Cependant, le rapport de l'organisme international détaille que les violations des droits de l'homme continuent. Les déplacés, les familles qui ont du abandonner leur terre sur le champ en fuyant la guerre sont, par exemple, de plus en plus nombreux. « Beaucoup sont forcés à partir à cause de menaces pour leur vie. Les autres sont victimes d'exécutions extrajudiciaires et de violence sexuelle et dans la plupart des cas ce sont des tragédies qui demeurent sans suite », a dit le fonctionnaire Beney. Aujourd'hui, selon ses données, ce sont des millions de personnes déplacées dans le pays, ce qui place la Colombie à la deuxième place dans le ranking .

La prise d'otages ou les séquestrations, le recrutement forcé et les mauvais traitements physiques et psychologiques à la population civile continuent aussi. Ce qui préoccupe la Croix-Rouge c'est que les victimes de la guerre sont « invisibles ». « Pour accéder aux victimes, le CICR maintient un dialogue régulier avec tous les groupes armés, au-delà de la qualification qui est assignée à ceux-ci », explique-t-il le rapport qui lance un appel fort au gouvernement et aux illégaux pour la protection des citoyens. « C'est fondamental que les dirigeants politiques et les acteurs armés impliqués dans le conflit prennent toutes les précautions nécessaires pour protéger ceux qui ne participent pas ou ont arrêté de participer aux hostilités », précise-t-il.

L'action en Colombie est l'une des actions du Comité la « plus importante dans le monde ». Ses activités se concentrent sur environ vingt zones difficiles d'accès, où les nécessités humanitaires sont plus pointues. Le sud et la côte du Pacifique de la Colombie sont les lieux les plus affectés par la guerre, comme a détaillé le rapport. « Nous pensons que par rapport à 2006, 2007 et 2008 il y a une recrudescence des conséquences du conflit armé en Colombie », a dit Christophe Beney, à un mois des élections pour choisir le successeur du président Alvaro Uribe.

Le phénomène du paramilitarisme continue dans ce pays, malgré la « démobilisation » qu'Uribe a mis en avant depuis huit ans, quand il est arrivé au pouvoir et a poussé l'approbation de la dite Loi de Justice et Paix. Celle-ci offre

Les paramilitaires « démobilisés » restent actifs, alerte le CICR

des avantages, comme huit ans de prison pour de graves délits même de droit de l'homme, comme des massacres et des disparitions forcées. Les groupes « paras », selon le CICR, ont resurgi depuis 2006, mais « maintenant on les nomme Bacrim (bandes criminelles) », a expliqué le chef de la délégation. Ce problème, ainsi que les victimes du conflit et les horreurs qu'elles vivent tous les jours, sont ignorés pendant l'actuelle campagne présidentielle, selon le CICR.

Traduit de l'espagnol pour El Correo par : Estelle et Carlos Debiasi

[Página 12](#). De Medellín, 27 avril 2010.